

La Poste Suisse doit rester première de classe!

Le groupe d'expert-e-s Egerszegi a présenté au Conseil fédéral un rapport avec différentes propositions visant à transformer la Poste. Il propose notamment que le mandat de service universel dans le domaine du trafic des paiements soit séparé du groupe Poste, et donc de privatiser ainsi PostFinance. Par ailleurs, la distribution de lettres en courrier A doit être supprimée. Autrement dit, seul l'envoi en courrier B doit être possible.

Aux yeux de syndicom, ces propositions sont inacceptables! La Poste suisse est régulièrement classée comme la «meilleure Poste au monde». Ce titre peut lui être décerné uniquement parce que les prestations de PostFinance sont présentes dans les offices de poste. Si celles-ci disparaissent de l'offre, les offices de poste deviennent déficitaires. Et des fermetures s'ensuivent. Les conditions de travail seraient ainsi considérablement détériorées.

Une suppression du courrier A entraînerait une perte massive d'emplois. La proposition du groupe d'expert-e-s remet en question le métier de facteur-trice. En tant que syndicat des distributrices et distributeurs de courrier, syndicom ne peut pas accepter cette proposition. Une restructuration d'une telle ampleur menacerait l'existence d'un grand nombre de personnes et compromettrait la cohésion du pays.

Seule la proposition visant à mettre en place une infrastructure technologique numérique de service universel a du sens pour syndicom. Cette proposition doit absolument être adoptée dans la discussion à venir et aboutir à un service public renouvelé.

C'est pourquoi syndicom exige que le Conseil fédéral

- **rejette toutes les idées qui conduisent à un démantèlement massif du service public**
- **n'accepte pas la détérioration des conditions de travail**
- **refuse la suppression d'emplois dans la distribution du courrier**
- **accorde à PostFinance une garantie de capital et lève l'interdiction d'octroyer des crédits**
- **poursuive la discussion sur une infrastructure technologique numérique de service universel.**

syndicom saisira le référendum contre toutes les tentatives de privatisation de PostFinance.